

Discussion régionale sur les droits de l'enfant et la protection de remplacement

Contribution du Conseil de l'Europe à la journée de
discussion de la CNUDE 2021



1er juin 2021

Construire l'Europe
pour et avec les
enfants

www.coe.int/children



HUNGARIAN PRESIDENCY
Council of Europe
May - November 2021

PRÉSIDENTE HONGROISE
Conseil de l'Europe
Mai - Novembre 2021

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Comité directeur pour les droits de l'enfant
([CDEFN](#))

**Discussion régionale sur les droits de l'enfant et la protection de
remplacement**

Contribution du Conseil de l'Europe à la Journée de discussion générale de la
CNUDE 2021

*Organisé sous les auspices de la
Présidence hongroise du Comité des Ministres*

Mardi 1er juin 2021 (09:30 - 17:00 CET)

En ligne

BIOGRAPHIES DES INTERVENANTS



Maria-Andriani Kostopoulou, Présidente du CDENF

Maria-Andriani Kostopoulou est avocate spécialisée dans les droits de l'homme à la Cour suprême de Grèce et consultante du Conseil de l'Europe sur les questions de droits de l'homme, y compris les droits de l'enfant. Elle est présidente du Comité directeur du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant (CDENF) et était auparavant présidente du Comité ad hoc du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant (CAHENF) et présidente du Groupe d'experts du Conseil de l'Europe sur les réponses à la violence contre les enfants (CAHENF-VAC). Elle est également membre du comité consultatif du Programme européen d'éducation aux droits de l'homme pour les professionnels du droit (HELP) du Conseil de l'Europe. Elle est titulaire d'un doctorat (summa cum laude) de la faculté de droit de l'université Aristote de Thessalonique et de quatre masters de la faculté de droit de l'université d'Athènes. Elle est l'auteur ou le co-auteur d'une quarantaine de publications

sur les questions de droits de l'homme.



Elda Moreno, Chef du département des droits de l'enfant et des valeurs du sport, Conseil de l'Europe

Elle supervise les programmes européens pour la protection des droits de l'enfant, la promotion des droits de l'homme dans et par le sport ainsi que pour la lutte contre le dopage, les matchs truqués et la violence dans le sport.

Elda Moreno a conçu et coordonné le programme du Conseil de l'Europe "[Construire une Europe pour et avec les enfants](#)", en participant à l'élaboration et à la promotion de traités, de politiques, de campagnes et de stratégies européennes visant à prévenir et à répondre à la violence contre les enfants et les femmes, à atteindre l'égalité des sexes et à combattre la traite des êtres humains. De 2014 à 2016, elle a été directrice du bureau du représentant spécial du secrétaire général des Nations unies sur la violence contre les enfants à NY.

En tant que membre du Cabinet de trois différents Secrétaires généraux, elle a conseillé la direction du Conseil de l'Europe sur les questions de droits de l'homme et sur la réforme de l'Organisation. Avant de rejoindre le Conseil de l'Europe en 1995, elle était avocate en Espagne, spécialisée dans les droits de l'homme.



István Kovács, Secrétaire d'État adjoint aux affaires internationales et européennes, Hongrie



Bragi Gudbrandsson, membre du Comité des droits de l'enfant des Nations unies.

Ancien directeur général de l'Agence gouvernementale islandaise pour la protection de l'enfance de 1995 à 2019. M. Gudbrandsson a travaillé activement dans le cadre du Conseil de l'Europe pendant plus de deux décennies. Il a participé à la rédaction de nombreuses recommandations et lignes directrices, notamment la Rec 5(2005) sur les droits des enfants en institution, la Rec 19(2006) sur la parentalité positive et la Rec 12(2011) sur les services sociaux adaptés aux enfants. Il est l'ancien président du Comité de Lanzarote du Conseil de l'Europe de 2014 à 2016. M. Gudbrandsson est l'auteur de la publication du CdE sur la Rec5(2005) (2007) : Les enfants en danger et placés.



Ksenija Turković, Juge et Vice-présidente de la Cour européenne des droits de l'homme

Elle est diplômée de la Faculté de droit de Zagreb (1987), titulaire d'un LL.M. et d'un J.S.D. de la Yale Law School. Elle a travaillé en tant que conseillère juridique pour Hunton & Williams (New York) et a été associée dans le domaine de la pratique générale des entreprises chez Sullivan & Cromwell (New York). La juge Turković enseigne le droit pénal, la criminologie, la victimologie et le droit de la santé à l'université de Zagreb depuis 1987, devenant professeur titulaire en 2008. Elle a été vice-doyenne pour les affaires de la faculté à la faculté de droit de Zagreb et vice-rectrice pour les affaires internationales et juridiques à l'université de Zagreb. Elle a été chef d'une équipe d'experts chargée de rédiger le nouveau code pénal croate (2009-2012), ainsi que vice-présidente du comité d'experts sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (2006-2007) et vice-présidente du groupe de spécialistes sur la justice adaptée aux enfants au Conseil de l'Europe (2009-2010). Elle a publié des livres et des articles dans les domaines du droit pénal, du droit médical et de l'éthique, de la criminologie, de la victimologie et des droits de l'homme.



Seamus Carroll, Président du Comité d'experts du Conseil de l'Europe sur les droits et l'intérêt supérieur de l'enfant dans les procédures de séparation parentale et de prise en charge (CJ/ENF-ISE)

Le Comité a maintenant atteint une étape importante dans ses travaux et il a l'intention de présenter en temps utile des propositions d'instrument sous la forme d'une recommandation avec des lignes directrices sur la séparation parentale et les procédures de prise en charge. M. Carroll a travaillé pendant de nombreuses années à la Division de la réforme du droit civil du ministère irlandais de la Justice et a été membre du Comité de coopération juridique (CDCJ) du Conseil de l'Europe. Auparavant, il était président du groupe de spécialistes qui a préparé les lignes directrices du Comité des ministres du Conseil de l'Europe sur une justice adaptée aux enfants.



Maeve O'Rourke, avocate et chargée de cours en droits de l'homme au Centre irlandais des droits de l'homme.

Elle est co-directrice de l'initiative de collecte de preuves et de défense des droits menée par des survivants et des personnes adoptées et récompensée à plusieurs reprises, le "Clann Project" (www.clannproject.org). Elle travaille depuis plus de dix ans en tant qu'avocate bénévole au nom des survivants des abus "historiques" de l'Irlande en matière de séparation institutionnelle et familiale et est l'une des principales avocates dans l'affaire Elizabeth Coppin contre l'Irlande, actuellement examinée par le Comité des Nations unies contre la torture. En février 2021, elle a été nommée par l'exécutif d'Irlande du Nord pour co-concevoir avec les survivants et

les proches le cadre d'une enquête publique sur les Magdalene Laundries et les Mother and Baby Institutions, y compris leurs pratiques d'adoption transfrontalière.



Dr. Naira Avetisyan, experte internationale en développement de l'enfant

Elle est titulaire d'un doctorat en pédiatrie du développement, d'une spécialisation en neurologie/génétique de l'enfant et d'une formation sur les politiques publiques, le plaidoyer et les partenariats pour les droits de l'enfant. Naira est chef du programme de protection de l'enfance à l'UNICEF Ukraine depuis fin 2017. Dans le passé, elle a travaillé avec l'UNICEF de 1999 à fin 2012 en Arménie, Moldavie, Vietnam et Syrie. En 2013, elle a rejoint le bureau du Conseil de l'Europe en Arménie en tant que chef adjoint du bureau et, à la mi-2016, elle a rejoint le bureau régional de l'UNICEF pour l'Asie de l'Est/Pacifique. Avant sa carrière internationale, Naira était impliquée dans des programmes cliniques et

académiques au service des enfants.



Rita Mendes, directrice du département de la garde d'enfants de la Casa Pia

Diplômée en psychologie dans le domaine de l'éducation avec un diplôme de troisième cycle en psychologie des émotions, elle travaille directement dans les appartements de vie autonome de la Casa Pia. Elle participe à des projets de développement de compétences personnelles et sociales pour les soins résidentiels spécialisés, notamment pour les foyers de pré-autonomie, les modèles de regroupement familial, les appartements de vie autonome et le soutien post-cure.



Dainius Pūras, professeur de pédopsychiatrie et de santé mentale publique à l'Université de Vilnius

Depuis 2018, il est directeur de l'Institut de surveillance des droits de l'homme - ONG basée en Lituanie. Parmi les postes qu'il occupait, Dainius Pūras a été président de l'Association lituanienne de psychiatrie et doyen de la faculté de médecine de l'université de Vilnius. Dainius Pūras a été membre du Comité des droits de l'enfant de l'ONU (2007-2011) et rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à la santé physique et mentale (2014-2020).



Dagfinn Mørkrid Thøgersen, directeur clinique du développement des programmes pour la jeunesse au Centre norvégien pour le développement comportemental de l'enfant.

Il a dirigé plusieurs projets nationaux de mise en œuvre de traitements fondés sur des preuves pour les problèmes de comportement des adolescents en Norvège et au Danemark. Il a siégé au conseil d'administration de l'European Implementation Collaborative (EIC) et continue de se concentrer sur la collaboration européenne liée à la mise en œuvre de programmes de traitement fondés sur des données probantes. Il a publié plusieurs articles et chapitres de livres sur les interventions fondées sur la recherche pour les problèmes de comportement des adolescents, et a fait des présentations lors de nombreuses conférences internationales.



Knut Taraldsen, spécialiste en psychologie et conseiller principal au Centre norvégien pour le développement du comportement de l'enfant.

Ces 20 dernières années, il a travaillé au sein de l'équipe nationale de mise en œuvre, avec la responsabilité, à l'échelle nationale, des méthodes fondées sur des données probantes pour les adolescents présentant de graves problèmes de comportement. Il a été membre du conseil d'administration de l'European Implementation Collaborative, ainsi que membre du conseil consultatif de la Global Implementation Conference. Il a publié des articles de recherche sur la thérapie multisystémique et sur la mise en œuvre, et il est co-organisateur de l'événement semestriel de la collaboration européenne en matière de recherche sur la TMS. Il donne des cours sur les problèmes de comportement des adolescents à l'université d'Oslo et a fait des présentations internationales à plusieurs reprises.



Dr. Margrét Sigmarsdóttir, spécialiste en psychologie clinique de l'enfant

Après de nombreuses années en tant que psychologue scientifique, directrice clinique et responsable de la mise en œuvre de la pratique fondée sur les preuves, elle est maintenant professeur adjoint à l'université d'Islande - École d'éducation. Le Dr Sigmarsdóttir est également mentor principal dans la formation à la gestion des parents pour Implementation Sciences International, Inc. (ISII). Ses recherches ont porté sur la mise en œuvre et l'expérimentation de pratiques fondées sur des preuves, avec une orientation internationale.



Dr. Gérardine Goh Escolar, Premier Secrétaire au Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé (HCCH)

Elle a la responsabilité principale de la Convention sur l'enlèvement d'enfants de 1980, de la Convention sur la protection des enfants de 1996 et du projet sur les accords familiaux impliquant des enfants, ainsi que la responsabilité principale conjointe du Réseau international de juges de La Haye. Elle est également responsable du portefeuille sur le droit commercial et financier international, dans lequel elle est responsable des Conventions de 1985 sur les trusts et de 2007 sur les titres, ainsi que des développements relatifs aux implications de l'économie numérique en matière de droit international privé.

Joëlle Schickel-Küng, co-responsable de l'Unité de droit international privé à l'Office fédéral de la justice en Suisse

À ce titre, elle dirige l'Autorité centrale fédérale suisse en vertu de la Convention de La Haye de 1996 sur la protection des enfants et de la Convention de La Haye de 1993 sur l'adoption internationale. Elle est titulaire d'une maîtrise en droit de l'Université de Fribourg en Suisse, où elle a également été admise au barreau.



Albert O'Donoghue, Responsable Principal de l'unité UE et internationale, Irlande

M. O'Donoghue a travaillé comme fonctionnaire pendant plus de 20 ans. Ingénieur diplômé, il a eu une carrière large, intéressante et variée et a travaillé dans des domaines politiques liés aux télécommunications, à l'informatique, aux finances, au recrutement, à la législation sur la protection sociale, aux services de garde d'enfants, à l'adoption, aux programmes d'intervention précoce et, plus récemment, aux soins alternatifs. Actuellement à la tête de l'unité UE et internationale, il a dirigé les négociations de l'Irlande sur le texte de la garantie européenne pour les enfants. Il est actuellement membre du groupe d'experts informel de l'UE sur les droits de l'enfant et du groupe d'experts informel de l'UE sur les enfants dans la migration.



George Nikolaidis, le représentant national de la Grèce auprès de l'OMS pour les questions liées au CAN

Il a été membre du Comité de Lanzarote du Conseil de l'Europe pendant plus d'une décennie, pour laquelle il a été élu membre de son bureau (2014-2016), vice-président (2016-2018) et est devenu président (2018-2020). Ses intérêts scientifiques portent sur les questions de violence et de négligence envers les enfants, la protection de l'enfance, les sciences de la santé publique et l'épidémiologie. Son travail englobe des rôles de coordinateur scientifique et de chercheur principal dans des projets de recherche, de formation et cliniques liés à la protection de l'enfance, à la violence et à l'épidémiologie. En 2005, il est devenu chef du département de la santé mentale et du bien-être social de l'Institut de la santé de l'enfant et, de 2014 à 2020, il a été coordinateur scientifique pour le centre de jour de l'ONG "Smile of the Child", qui fournit un traitement aux enfants victimes d'abus/négligence. Entre 2014 et 2019, il a été le consultant en plaidoyer et réseautage du projet Lumos en Grèce coordonnant le programme de désinstitutionnalisation et un projet d'intervention d'urgence pour les enfants handicapés.



Regína Jensdóttir, coordinatrice du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant, chef de la division des droits de l'enfant

Elle est titulaire d'un diplôme de droit de l'Université d'Islande et d'un diplôme de troisième cycle (D.E.A.) de l'Université de Strasbourg en droit international public. Depuis 1998, elle travaille pour le Conseil de l'Europe. Depuis 2010, elle est coordinatrice du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant et dirige la Division des droits de l'enfant de l'organisation. Elle a également dirigé le développement stratégique des travaux du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant dans plusieurs domaines tels que la violence contre les enfants, l'égalité des chances, la participation des enfants, la justice adaptée aux enfants et les droits de l'enfant dans l'environnement numérique.